

... Postes Canada a adopté une série de programmes d'amélioration du service, qui ont accéléré de façon sensationnelle la vitesse de distribution entre les grandes villes...

Hier, Postes Canada m'a livré à Ottawa une lettre datée du 6 juin, et qui a donc mis cinq jours pour parvenir à mon bureau. Que portait cette lettre? Elle annonçait que:

Postes Canada avait décidé d'entreprendre à titre expérimental la vente des billets de loterie sportive dans environ 300 bureaux de poste d'Alberta.

Que va-t-il se passer ensuite? Elle essaie en ce moment à titre expérimental d'assurer le service de livraison de Consumers Distributing, et procédera ensuite à une évaluation complète de ces expéditions. La voilà maintenant qui se lance dans les paris avec la vente de billets de loterie sportive.

Si nous avons la Société canadienne des Postes, c'est pour distribuer le courrier et non pour concurrencer les entreprises qui paient des impôts ou pour vendre des billets de loterie. Comment se fait-il que nous ne puissions pas avoir le service postal que nous avons il y a quelques années? Il faut 8 à 10 jours, et parfois 12 pour recevoir ici une lettre provenant de ma circonscription.

• (1410)

A certains bureaux de poste albertains, il faut faire longtemps la queue pour avoir son courrier. Maintenant on confie une nouvelle corvée aux postiers, celle de vendre des billets de loterie. Il faudrait dire à Postes Canada d'améliorer son service postal.

Il y a environ une chance sur un million de gagner à une loterie. Est-ce que les chances vont être les mêmes de recevoir notre courrier? C'est déjà un pari suffisant pour les Canadiens que celui de recevoir leur courrier. Nous n'avons pas besoin d'autre pari dans nos bureaux de poste.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LES FONDS AFFECTÉS AU LOGEMENT COOPÉRATIF ET SANS BUT LUCRATIF

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, à l'instar de mon collègue, je veux protester contre les compressions budgétaires de la SCHL dans le domaine du logement coopératif et sans but lucratif. Dans l'ensemble, le nombre d'unités d'habitation a baissé de 45 p. 100 par rapport à l'année dernière. En Colombie-Britannique, les 2,200 mises en chantier qui étaient déjà insuffisantes sont tombées à 1,800. Les coopératives d'habitation n'obtiendront qu'un mince pourcentage de ces crédits. On s'est plaint en outre de favoritisme puisque les affectations émanent dorénavant du cabinet du ministre et non plus des fonctionnaires de la SCHL.

Dans ma seule circonscription, des milliers de personnes à faible revenu qui vivent dans des maisons de chambres ou des hôtels minables du centre-ville de Vancouver ont besoin de façon pressante d'un logement convenable à prix abordable. Des entrepreneurs âpres au gain se sont mis à rénover ou à remplacer les logements vétustes en prévision d'Expo 86. La SCHL n'attribue que peu d'unités de logement aux personnes expulsées.

Malgré le marché foncier très avantageux que les promoteurs de B.C. Place ont conclu avec le gouvernement fédéral, le conseil d'administration de cette entreprise refuse d'offrir des

logements à prix abordable, contrairement à ce qui devait être prévu dans l'entente. Le ministre devrait intervenir pour qu'il y ait de ces logements et la SCHL devrait augmenter ses affectations en vue de remplacer les habitations du centre-ville. On l'a fait à Montréal et Vancouver en mérite autant.

Enfin, notre parti veut s'inscrire en faux contre le ministre responsable de la SCHL qui contrevient aux dispositions de la loi canadienne sur les justes salaires et les heures de travail en ce qui concerne les coopératives d'habitation. Il brise les syndicats...

M. le Président: La représentante a malheureusement épuisé le temps qui lui était imparti.

* * *

LES PARIS COLLECTIFS

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PARIS COLLECTIFS SPORTIFS—ON CONDAMNE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. John Bosley (Don Valley-Ouest): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour dire à quel point je suis dégoûté par la façon dont le gouvernement du Canada se moque des Canadiens avec ses paris sportifs.

J'en suis arrivé à croire que le parti libéral ne reculera devant aucune possibilité d'utiliser les fonds publics à mauvais escient.

Nous savons de source sûre que la vente de billets pour la loterie sportive a considérablement baissé et que l'on a vendu moins de 200,000 billets par rapport aux 500,000 du début. Il faut faire comprendre aux députés d'en face et à ces gens qui vont perdre leur argent, ces gens à qui le gouvernement avait promis un poste dans le domaine de la recherche médicale, des sports amateurs, et aux gens un peu partout ailleurs dans le pays—en fait le gouvernement avait été prévenu que cette loterie ne remporterait pas au début de succès auprès du public—il faut donc faire comprendre à tous ces gens que, pour les Canadiens les moins sensés, le gouvernement du Canada a organisé ces paris dans le seul but de rompre son engagement à l'égard des provinces, de trouver du travail à ses partisans libéraux, alors qu'il savait pertinemment que ces paris n'auraient pas la faveur du public et que ce dernier aurait à indemniser de sa poche les travailleurs auxquels on a promis deux années de traitement en guise d'indemnité de cessation d'emploi.

D'après moi, la Chambre des communes a le devoir de signaler au gouvernement qu'elle est extrêmement déçue de voir qu'il s'est moqué des citoyens au moyen de ces paris sportifs.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

ON DEMANDE D'AUGMENTER LE PRIX INITIAL DES CÉRÉALES

M. Len Gustafson (Assiniboia): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Il est extrêmement urgent que les agriculteurs touchent davantage d'argent pour les céréales qu'ils vendent, car ils ont de gros problèmes de liquidités. La Commission du blé nous annonce que les exportations de céréales à partir de la côte du Pacifique